



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

La Roumanie dans l'Union européenne : Réception dans les médias allemands

Simona Merati

Florida International University, Miami, FL, USA
smera001@fiu.edu

<https://orcid.org/0000-0002-6365-4015>

Reçu le 08-11-2021 / Évalué le 18-11-2021 / Accepté le 03-12-2021

Résumé

En Allemagne, le débat sur l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne a eu lieu dans le cadre de la discussion sur l'opportunité d'un élargissement général de l'UE. Les observateurs des médias étaient sceptiques quant à la condition roumaine et pessimistes quant à la capacité de Bucarest à se conformer aux conditions d'admission. Les points examinés étaient la structure institutionnelle et juridique, la corruption généralisée et le retard économique, avec la crainte conséquente d'une immigration massive. Bien que des doutes persistent même dans les années qui ont suivi 2007, la tendance dominante était en faveur d'un élargissement à l'est pour assurer la stabilité géopolitique du continent.

Mots-clés : Roumanie, Union européenne, Allemagne, Élargissement de l'Union européenne, Immigration intra-européenne

România în cadrul Uniunii Europene: Receptări în mass-media germană

Rezumat

În Germania, dezbaterile privind intrarea României în Uniunea Europeană a avut loc ca parte a discuției privind oportunitatea extinderii generale a Uniunii Europene. Observatorii mass-media au fost sceptici cu privire la starea de fapt românească și pesimiști cu privire la capacitatea Bucureștiului de a respecta cerințele de admitere. Punctele examinate au fost structura instituțională și juridică, corupția pe scară largă și întârzierea economică, cu consecința fricii de imigrație în masă. Deși îndoelile au persistat chiar și în anii care au urmat anului 2007, tendința dominantă a fost în favoarea unei extinderi spre est pentru a asigura stabilitatea geopolitică a continentului.

Cuvinte-cheie: România, Uniunea Europeană, Germania, lărgirea Uniunii Europene, imigrație intra-europeană

Romania in the European Union: Reception in German media

Abstract

In Germany, the debate on Romania's entry into the European Union took place within the discussion on the advisability of a general enlargement of the EU. Media observers were sceptical about the Romanian condition and pessimistic about Bucharest's ability to comply with the admission conditions. The points under scrutiny were the institutional and legal structure, the widespread corruption and economic backwardness, with the consequent fear of massive immigration. Although doubts persisted even in the years following 2007, the prevailing trend was in favour of enlargement to the east to ensure geopolitical stability to the continent.

Keywords: Romania, European Union, Germany, European Union enlargement, Intra-European immigration

Introduction

L'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne (UE) le 1er janvier 2007 a reçu un accueil ambigu en Allemagne. Comme le soulignait un observateur du « Zeit », le discours sur la Roumanie s'inscrivait dans le débat plus large sur l'opportunité d'un élargissement à l'Est de l'Union et sur les « spectres » qui se profilaient à l'horizon (Fritz-Vannahme, 2005). En général, les Allemands jugeaient positivement l'entrée des pays de l'Europe centrale et orientale, afin de garantir plus de stabilité à l'ordre continental. Pour cette raison, malgré de nombreux doutes sur l'adéquation de la Roumanie et de la Bulgarie (et d'autres candidats potentiels), de nombreux observateurs ont fini par ignorer les lacunes et même encourager le processus. Cependant, le cas roumain était plus controversé que celui d'autres pays comme la Pologne ou la Hongrie, et se prêtait à un débat politique plus houleux, influencé par des stratégies politiques internes. Ce court article offre un aperçu des réactions à l'entrée de la Roumanie dans l'UE exprimées dans certains des principaux médias allemands, dans le contexte géopolitique européen plus large.

1. Les prémisses

La décision d'admettre de nombreux pays de l'ancien bloc communiste dans l'UE, malgré l'inégalité de leur développement et seulement dix ans après l'éclatement du pouvoir soviétique, avait été au centre d'un intense débat entre les 15 pays membres. La discussion détaillée des raisons et de la dynamique de l'élargissement de l'UE aux pays baltes et à ceux de l'Europe centrale et orientale dépasse le cadre de cet article. Cependant, quelques considérations générales s'imposent

afin de mieux encadrer l'accueil de la Roumanie par l'opinion publique et par les élites allemandes. Comme le note Vachudova (2005), le projet d'élargissement européen avait (et maintient certainement) une finalité éminemment géopolitique. Après quelques années de triomphe idéologique et économique (Fukuyama 1989), divers pays de l'Union ont vu avec une inquiétude croissante la volonté de la Fédération Russe, de plus en plus solide, de (ré)affirmer son influence dans l'espace post-soviétique. Pour des raisons similaires, l'OTAN négociait dans les mêmes années avec différents pays, dont la Roumanie, pour parvenir à leur entrée dans une fonction antirusse et, en outre, comme tampon pour les questions du Levant (Barany, 2003).

Outre les considérations de sécurité, une autre raison importante pour laquelle l'Union envisageait avec intérêt l'intégration d'au moins certains pays de l'Europe centrale était les avantages économiques tels que l'élargissement du marché intérieur et la possibilité de délocaliser les centres de production industriels, à des coûts réduits, grâce aux subventions européennes. Cependant, le détournement prévu des fonds des zones qui en bénéficiaient avant l'élargissement à de nouveaux membres avait déjà fait l'objet de vifs débats. Pour contrer les objections socio-économiques bien fondées des pays déjà membres, poursuit Vachudova, il fallait aussi construire une idée paneuropéenne qui mettrait en valeur l'héritage historique commun du continent, en minimisant les nombreux conflits au nom de la fraternité européenne. L'intérêt géopolitique aurait ainsi été renforcé par le devoir moral de l'Union de soutenir et d'accueillir les pays de l'Europe centrale et orientale dans leur transition vers la démocratie libérale et le bien-être capitaliste¹. Comme mentionné, l'Allemagne n'était pas enthousiasmée par l'entrée de la Roumanie. Tout d'abord, les pays du premier groupe de nouveaux membres, qui ont adhéré en 2004, avaient des références plus solides que la Roumanie et la Bulgarie qui, en raison de leur situation politique et économique plus précaire, avaient en fait dû attendre trois ans. Deuxièmement, aux dires de nombreux observateurs, l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie était une étape nécessaire mais secondaire, en vue de l'éventuelle admission de la Turquie à moyen terme, un enjeu qui en Allemagne a joué (et joue) un rôle stratégique. Dans certains cas, dans les analyses d'élargissement, l'espace dédié à la Turquie était plus important que celui dédié aux pays en passe de devenir européens. La question roumaine a donc acquis un caractère tactique, d'une part, et de principe, d'autre part. Dans tous les médias consultés, la discussion s'est déroulée à trois niveaux. Le premier, prééminent, était de nature économique. Le second, également d'importance fondamentale, était la capacité ou non de la Roumanie à réformer ses institutions (politique, système juridique) et surtout à éliminer la très forte corruption. Le troisième a considéré des facteurs tels que la compatibilité idéologique et culturelle, ou la maturité politique roumaine.

Souvent, les intérêts de politique intérieure des dirigeants allemands se reflétaient dans les divers arguments.

2. Les facteurs socio-économiques

Les principaux enjeux de la discussion sur le plan socio-économique étaient la redistribution défavorable des fonds européens, la délocalisation des entreprises vers l'Est et l'immigration massive attendue (et crainte). Tous trois, sous des formes diverses, semblaient menacer le bien-être des classes moyennes inférieures allemandes. L'argument économique, cependant, s'est également avéré être une arme à double tranchant. Les entreprises occidentales auraient sans doute pu bénéficier des fonds européens destinés aux nouveaux pays membres, mis à disposition par l'UE pour améliorer les économies locales et réduire l'écart important avec la moyenne interne européenne. Déjà en 2001, un article publié par la « Zeit » résumait la position allemande par rapport à la structure financière de l'UE (Wernicke, 2001/2013). En dépit d'être le plus grand « contributeur net » au budget, l'Allemagne avait encore d'importantes zones de dépression économique dans l'Est récemment réuni. Avec le nouvel élargissement de l'Union à l'Est, le risque pourrait être de voir ces contributions réduites et en même temps d'avoir à augmenter les paiements à l'Europe. En envisageant cette possibilité, l'auteur a montré comment « d'un point de vue purement mathématique », grâce aux règles du budget européen, il aurait été possible pour l'Allemagne de soutenir les nouveaux membres sans perdre les ressources pour les Länder de l'Est. En soutien voilé à sa position pro-élargissement, l'article faisait état du souhait de Hans Eichel, alors ministre allemand des Finances, d'une orientation de la politique allemande vers l'élargissement européen dans une perspective de solidarité.

Pour rassurer sur la question de l'immigration, quelques mois plus tôt, la « Zeit » avait également retracé l'histoire des migrations intra-européennes est-ouest pour garantir aux lecteurs le caractère inoffensif de la migration prévisible des nouveaux pays membres (Muenz, 2000). Selon l'auteur, non seulement le nombre de ceux qui voulaient émigrer aurait été inférieur à ce qui est communément affirmé, et étalé sur une période de vingt ans. La plus grande prospérité des pays eux-mêmes aurait rendu plus attrayant pour leurs citoyens de rester que d'émigrer, sans compter qu'elle aurait incité de nombreux expatriés à revenir d'Allemagne (et d'autres pays). Malgré le parallèle historique, cependant, l'argument apparaît moins efficace dans ses prédictions, qui ne sont pas basées sur des données spécifiques. Par ailleurs, l'auteur conclut de manière assez contradictoire, soulignant les bénéfices que les pays membres actuels, en déficit démographique et avec des systèmes de retraite déjà en difficulté, retireraient d'un flux migratoire de jeunes travailleurs de l'Est.

En fait, le débat sur les dangers de l'immigration d'Europe centrale vers l'Allemagne a maintenu un ton houleux. Comme indiqué ci-dessus, il s'est également développé selon des lignes d'appartenance et de rivalité politiques. Hans Eichel, qui a appelé à l'approbation politique des modifications du budget européen, appartenait au SPD, le même parti que le chancelier de l'époque, Gerhard Schröder, qui était favorable à l'élargissement. Une opinion différente avait l'autre grand parti allemand, la CDU-CSU. Il craignait non seulement la perte importante de fonds pour les Länder de l'ex-RDA, mais aussi la possibilité d'une immigration massive des nouveaux pays membres vers l'Allemagne. La CDU et en particulier sa « sœur » bavaroise CSU se sont exprimées à plusieurs reprises sur les risques pour l'économie et notamment pour les travailleurs allemands issus des Polonais, Hongrois, Roumains et Bulgares prêts à envahir le marché et à menacer les emplois des Bavarois.

La Roumanie et la Bulgarie étaient donc redoutées comme des réservoirs potentiels de main-d'œuvre bon marché et particulièrement à risque d'émigration. Les conditions catastrophiques de l'économie roumaine ne laisseraient en effet aux Roumains d'autre choix que de profiter non seulement des meilleures opportunités d'emploi mais aussi de profiter de l'excellent système social allemand (en réalité, déjà mis à rude épreuve par la réunification). Parfois, il a été fait référence au niveau élevé de corruption et de criminalité en Roumanie, comme une allusion voilée à la possibilité que l'immigration ne soit pas entièrement « honnête ». Bien que la CDU-CSU ait été la voix la plus constante sur cette question, la méfiance allemande à l'égard du marché du travail roumain s'était exprimée dans la clause de blocage des déplacements internes des Roumains jusqu'en 2011 - la plus stricte de toute l'UE, contrairement par exemple à la Grande-Bretagne et à la Suède, qui n'avaient mis aucune clause.

Au moment de l'entrée des premiers pays de l'Europe centrale, les articles dans divers journaux, des plus sophistiqués comme le « Zeit » au plus scandaleux (et premier pour la circulation) « Bild », se sont intensifiés, exprimant l'inquiétude pour les caractéristiques négatives de l'économie roumaine, avec des exceptions près de quelques initiés qui ont vu d'un bon œil la nouvelle immigration à bas prix (Frischmeyer, 2007).

Non seulement le danger d'immigration susmentionné, mais aussi, en général, le faible niveau de la production agricole et de l'élevage étaient critiqués. En guise de confirmation, diverses interdictions que Berlin et Bruxelles ont imposées sur les produits alimentaires roumains, y compris la viande, sont signalées. Parmi les principales causes de la mauvaise qualité de l'industrie et de l'agriculture roumaines, outre le manque de moyens économiques et la mauvaise modernisation, le niveau très élevé de corruption des agents publics et des institutions est indiqué.

Il reste donc très douteux pour les Allemands la capacité de la Roumanie à sortir de sa situation économique catastrophique, même avec une aide européenne considérable.

3. Réformes institutionnelles

La volonté et la capacité de Bucarest à faire face à la situation préoccupante dans des domaines tels que la corruption institutionnelle et institutionnalisée, le manque de transparence des dynamiques politiques et le manque d'indépendance de la justice par rapport au pouvoir politique ont été au centre des négociations de Bruxelles avec les différents gouvernements au cours des années précédant l'élargissement. Le débat a également pris des tons amers, et a duré jusqu'à la signature de l'accord d'entrée (« Noch « erreichbar », 2006). En Allemagne, c'est allé plus loin, avec Stoiber (alors chef de la CSU) et d'autres politiciens de la CDU demandant aux Parlements allemand et européen de ne pas ratifier l'accord (« Schröder und Stoiber... » 2005 ; Fritz-Vannahme 2005 ; « Streit um EU- Macht... », 2005). Les journaux allemands ont relaté les différentes phases de l'affrontement, à Berlin et à Bruxelles, souvent de manière objective mais soulignant le caractère structurel des perplexités auxquelles la Roumanie est confrontée (Fritz-Vannahme 2006). Le « Bild », en revanche, a des tons plus enflammés (d'ailleurs typiques de la ligne éditoriale) déjà du titre : « Bulgarie et Roumanie : qu'apportons-nous à la maison ? » (Kleine, Schmitz, 2006). Le « Zeit » rapporte comment le même commissaire européen à l'élargissement Olli Rehn semble à un moment donné soutenir la candidature de la Roumanie et de la Bulgarie contre-cœur et est contraint de rappeler (menacer ?) à ses homologues les conséquences du non-respect des engagements pris lors de la négociation. (Wurst, 2006).

Rappelons qu'en 2005, Angela Merkel (CSU) est devenue chancelière. Déjà peu favorable à l'entrée de la Roumanie, Merkel a légèrement déplacé l'objet du débat. À la place de l'élargissement à l'Est déjà décidé, l'approbation de la nouvelle Constitution européenne a pris une importance cruciale. En conséquence, l'entrée de la Roumanie a été acceptée comme un inconvénient mais inévitable, tandis que l'accent s'est déplacé vers le débat interne sur la Constitution (rejetée par la France et les Pays-Bas) et, en partie, vers les perspectives de la Turquie (« EU: Erweiterungspolitik auf Gelb stellen », 2006 ; Emundts, 2006).

4. La (in)compatibilité idéologique et culturelle

Alors que les politiciens insistaient davantage sur les préoccupations économiques et sociales, les journalistes ont mis l'accent sur l'aspect idéologique et

identitaire, exprimant même là leur perplexité. Dans une interview au « Zeit » avec le ministre roumain des Affaires étrangères Mihai Razvan Ungureanu (Draghici 2005), le journaliste ne cache pas son scepticisme quant à la capacité du régime roumain à tenir ses engagements avec Bruxelles : réforme du système judiciaire, réforme du système politique, suppression de la corruption. La tentative d'Ungureanu d'attirer l'attention sur la lutte contre la corruption dans les institutions et les grandes entreprises est dangereusement proche de minimiser la corruption de « l'homme moyen ». Selon les mots du ministre, ce dernier serait un *modus vivendi* que les Roumains ont développé et perfectionné dans les années de Ceausescu comme un « moyen de survivre », donnant de petits pourboires aux fonctionnaires et aux policiers pour avoir accès aux biens et services de base. Il va sans dire que le journaliste presse le ministre sur ce point, en se demandant si la corruption fait alors plutôt partie de la structure morale des Roumains, acceptée et justifiée tant qu'elle est maintenue dans certaines limites « quotidiennes ». Il est également évident que l'interviewer considère une telle éventualité non seulement condamnable en soi, mais aussi et surtout suffisante pour rejeter l'aspiration roumaine à l'Europe.

Au-delà du faux pas évident d'Ungureanu, la question morale, en plus de posséder une valeur intrinsèque, était d'une importance fondamentale dans toute la justification de l'acceptation de la Roumanie en tant qu'État membre. Comme l'ont reconnu à maintes reprises tous les acteurs de l'Union : la Commission, le Parlement, le commissaire, les analystes, les gouvernements et les hommes politiques des « 15 vieux », la Roumanie ne remplissait pratiquement aucune des conditions nécessaires à l'entrée et fermerait difficilement l'écart d'ici 2007. Cependant, pour des raisons géopolitiques et de sécurité, il était nécessaire de faire entrer la Roumanie dans l'orbite de l'UE, pour l'empêcher de se tourner à nouveau vers l'Est et la Russie. Dans une autre contribution, cette fois d'un auteur polonais, Niklewicz (2006), « Zeit » propose une synthèse des principaux sujets de discussion à travers un filtre paneuropéen. L'auteur souligne la solidité, sinon des institutions bulgares et roumaines, des institutions européennes, notamment financières. Mais le point crucial est celui de la « réunification » européenne, comprise comme nécessaire. Pour Niklewicz, c'est dû à une « mauvaise communication » si les populations des « vieux » pays n'ont pas compris les bénéfices à long terme de la stabilité et de la croissance économique qui vont venir. L'invitation à l'Allemagne (à ce moment président du Conseil) est donc de faire pression pour surmonter les résistances nationales.

On fait également appel à l'histoire européenne commune, avant les deux guerres mondiales et avant le rideau de fer. Indirectement, l'article de Muenz sur

le « Zeit » mentionné ci-dessus faisait référence à l'existence d'un espace européen dans lequel des individus et des groupes se sont déplacés à diverses époques et pour diverses raisons. L'« invasion » tant redoutée des Roumains en Allemagne ne serait qu'un autre de ces mouvements pour ainsi dire « physiologiques ». Dans une interview donnée également au « Zeit », le Premier ministre tchèque Klaus se réfère à l'héritage des Habsbourg pour justifier non pas tant, ou pas seulement, l'annexion de la Roumanie que la réunification des anciens peuples Habsbourg dans un espace commun. L'article souligne comment, en fait, la même CDU-CSU qui a critiqué la mauvaise condition roumaine a soutenu la Croatie à la place, dans une situation comparable, et semble donc se fonder davantage sur des « sympathies » historiques ou idéologiques que sur des critères objectifs (Fritz-Vannahme, 2005). Malgré le soutien des observateurs des pays membres les plus récents, cependant, l'argument idéologique et paneuropéen apparaît soit trop faible, soit trop dépendant des interprétations de l'opportunité politique.

Conclusion

L'élargissement à l'Est de l'Union européenne promettait des bénéfices géopolitiques de stabilité et de sécurité qui, cependant, se consolidaient à long terme. Au contraire, les coûts économiques et sociaux de l'élargissement étaient élevés, concentrés et immédiats. Malgré les tentatives pour justifier les inconvénients initiaux avec l'idée d'unité et de solidarité paneuropéennes, le débat sur l'idée d'Europe dans la presse allemande a eu tendance à souligner les risques d'immigration et de concurrence déloyale sur le marché du travail, les délocalisations des entreprises allemandes et le chômage qui en découle. À cela s'ajoutent des préoccupations concernant l'exportation de comportements déloyaux, peu fiables et illégaux (corruption). Pour tenter de surmonter ce pessimisme, le ministre roumain Ungureanu (Draghici, 2005) avait invité les entrepreneurs allemands à profiter de conditions fiscales et économiques démesurément favorables (en 2005, avant que les règles européennes n'imposent des contraintes plus strictes !).

Malgré des prémisses peu encourageantes, quelques années seulement après l'entrée de la Roumanie, l'opinion générale en Allemagne s'est tournée vers un bilan partiellement positif. « Bild », dans un article significativement intitulé « Qu'est-il arrivé aux scénarios d'horreur ? » (Frischemeyer, 2009), aborde des questions clés telles que l'augmentation de la criminalité en Allemagne, la concurrence déloyale dans le monde du travail, la crise du système de sécurité sociale et la délocalisation des entreprises vers l'Est. Sur chaque point, Klaus Segbers, professeur à la Freie Universität Berlin, commente positivement. D'autres observateurs se révèlent moins optimistes. Surtout, la mise en œuvre des réformes institutionnelles n'était pas garantie. Au contraire, les doutes sur la volonté de la Roumanie d'éradiquer

la corruption semblent augmenter plutôt que diminuer ces dernières années. Même la question de l'immigration, qui, rappelons-le, n'est juridiquement possible que depuis 2011, n'a pas toujours gardé un ton détendu. Par exemple, en 2013, la Roumanie a protesté contre les demandes de la CSU de durcir les règles d'accès au système allemand de subsides sociales pour les citoyens roumains. Au contraire, observe Bucarest, les Roumains sont souvent sous-payés par les entreprises allemandes (par exemple dans le secteur agricole et alimentaire), au point que les Roumains diffuseraient des messages sur les réseaux sociaux pour avertir les Roumains d'éventuels pièges allemands. De plus, l'Allemagne aurait bénéficié de la possibilité d'attirer du personnel qualifié, par exemple des médecins Roumains, qui fait en effet face à une pénurie de personnel dans le secteur de la santé. Alors qu'avant l'annexion les craintes sur la main-d'œuvre semblaient généralisées et en partie infondées, les problèmes ont pris par la suite des caractéristiques plus spécifiques. Des exemples sont les travailleurs des abattoirs, des cultures d'asperges et de la prostitution, en Allemagne légale et réglementée (Dörries, 2011). Mais la grande crise tant redoutée ne s'est pas réalisée et, en résumé, tout le monde semble être d'accord avec Segbers : l'objectif ultime de l'élargissement, garant de la stabilité et de la sécurité de l'ensemble de l'Union, est atteint.

Bibliographie

Barany, Z. 2003. Romania: Twelve Years of Disappointments. In : *The Future of NATO Expansion: Four Case Studies* (p. 124-174). Cambridge : Cambridge University Press. [En ligne] : doi:10.1017/CBO9780511509957.005 [consulté le 28 août 2021].

Fukuyama, F. 1989. « The End of History? ». *The National Interest*, (16), 3-18. [En ligne]: <http://www.jstor.org/stable/24027184> [consulté le 27 août 2021].

Vachudova, M. A. 2005. *Europe Undivided: Democracy, Leverage, and Integration after Communism*. Oxford: Oxford University Press, Incorporated. ProQuest Ebook Central. [consulté le 26 août 2021].

Sources

Nous avons consulté les archives en ligne entre 2000 et 2021 des médias suivants : « Bild », « Der Spiegel », « Süddeutsche Zeitung », « Die Zeit ».

Articles cités [consultés le 30 août 2021]

Dörries, B. «Prostitution in Dortmund: Schluss mit dem Strich» *Süddeutsche Zeitung* © SZ vom 06.04.2011/cag. [En ligne]: <https://www.sueddeutsche.de/panorama/prostitution-in-dortmund-schluss-mit-dem-strich-1.1081602-0#seite-2>

Draghici, M. « EU-Beitritt: Rumänien kann sich nicht über Nacht ändern » 21. April 2005 Quelle: (c) ZEIT.de, *ZEIT* Nr. 17/2005. [En ligne]: https://www.zeit.de/2005/17/Interview_Rumaenien

Emundts, C. « Europa: «Weniger Europa ist mehr» » 11. Januar 2010, 12:41 Uhr. Aktualisiert am 17. Mai 2006, 13:33 Uhr Quelle: *ZEIT* online, 11.5.2006. [En ligne]: <https://www.zeit.de/online/2006/20/Merkel-Europa-Kommentar>.

« EU: Erweiterungspolitik auf Gelb stellen », 8. Dezember 2006, 13:00 Uhr. Aktualisiert am 15. Dezember 2006, 12:56 Uhr Quelle: *ZEIT* online <https://www.zeit.de/online/2006/51/EU-Gipfel/komplettansicht>

Feldenkirchen, M. « Das große Stechen », 13.05.2007, 13.00 Uhr • aus *DER SPIEGEL* 20/2007. [En ligne]: <https://www.spiegel.de/panorama/das-grosse-stechen-a-5060ad66-0002-0001-0000-000051536469>

Frischemeyer, B. « U-Osterweiterung wird 5 Jahre alt: Was wurde aus den Horror-Szenarien? » *Bild*, 08.07.2009 - 15:18 Uhr. [En ligne]: <https://www.bild.de/politik/2009/wird-fuenf-jahre-alt-was-wurde-aus-den-horrorszenarien-8201006.bild.html>

Fritz-Vannahme, J. « Eine Sechs für Sofia », 12. Mai 2006, 14:00 Uhr. Aktualisiert am 17. Mai 2006, 10:26 Uhr Quelle: *ZEIT* online 17.5.2006. <https://www.zeit.de/online/2006/20/EU-Beitritt>

Fritz-Vannahme, J. « Die Gespenster kommen » 6. Oktober 2005 Quelle: (c) *DIE ZEIT* 06.10.2005 Nr.41. [En ligne]: <https://www.zeit.de/2005/41/Europa/komplettansicht>

Fritz-Vannahme, J. « Vorbild Habsburg », 17. März 2005 Quelle: (c) *DIE ZEIT* 17.03.2005 Nr.12. [En ligne]: <https://www.zeit.de/2005/12/Querelen>

«Harte Auflagen», 22. September 2006, 14:00 Uhr. Aktualisiert am 26. September 2006, 6:22 Uhr Quelle: *ZEIT* online, dpa, sr. [En ligne]: <https://www.zeit.de/online/2006/39/eu-rumaenien-bulgarien-2/komplettansicht>

Kleine, R. Schmitz Ch. « Bulgarien und Rumänien | Was holen wir uns da bloß in die EU? », *Bild* 15.05.2006 -22:47. [En ligne]: <https://www.bild.de/news/2006/eu-beitritte-rumaenien-bulgarien-419688.bild.html>

Muenz, R. « Sie kommen, keine Angst », 9. November 2000 Quelle: *DIE ZEIT*, 46/2000. [En ligne]: https://www.zeit.de/2000/46/Sie_kommen_keine_Angst/komplettansicht

Niklewicz, K. « Die alten Europäer » 29. Dezember 2006, 13:00 Uhr. Aktualisiert am 12. Mai 2009, 16 :37 Uhr Quelle : *ZEIT* online. <https://www.zeit.de/online/2007/01/EU-Beitritt-rumaenien-bulgarien/komplettansicht>

« Noch "erreichbar" » 11. Januar 2010, 12:55 Uhr. Aktualisiert am 5. April 2006, 13:31 Uhr Quelle: *ZEIT* online, dpa, 4.4.2006. [En ligne]: <https://www.zeit.de/online/2006/14/rumaenien>

« Schröder und Stoiber streiten über Erweiterung », *Der Spiegel*, 08.05.2005, 14.33 Uhr. [En ligne]: <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/eu-schroeder-und-stoiber-streiten-ueber-erweiterung-a-355142.html>

«Streit um EU-Macht und Rumänien-Beitritt», *DIE ZEIT*, 21. April 2005 Quelle: (c) dpa, 24.04.2005. [En ligne]: https://www.zeit.de/2005/17/europastreit_

Verseck, K. « CSU-Kampagne irritiert Rumänen und Bulgaren » *Der Spiegel*, 31.12.2013, 07.28 Uhr. [En ligne]: <https://www.spiegel.de/politik/ausland/csu-zuwanderungsdebatte-migrationsangst-irritiert-rumaenen-bulgaren-a-941295.html>

Wernicke, C. «Die Armen gegen die Ärmsten», 6. September 2001, 8:00 Uhr. Editiert am 8. September 2013, 17:00 Uhr *DIE ZEIT*. [En ligne]: https://www.zeit.de/2001/37/200137_eu-subventionen.xml

Wurst, A. « Keine Freude im Club », 12. Mai 2006, 14:00 Uhr. Aktualisiert am 16. Mai 2006, 9:32 Uhr Quelle: *DIE ZEIT* online, 16.5.2006. [En ligne]: <https://www.zeit.de/online/2006/20/EU-Beitritt-Rumaenien-Bulgarien/komplettansicht>

Note

1. Pour une discussion approfondie de cette hiérarchie de priorités, centrale en géopolitique, voir par exemple Buzan Barry. 2007. *Les gens, les États et la peur : un programme d'études sur la sécurité internationale à l'ère de l'après-guerre froide*. Presse ECPR; 2^e édition.